



Les économies occidentales risquent de connaître une décroissance et un appauvrissement, à court et moyen terme.

Par [Prof Rodrigue Tremblay](#)

Mondialisation.ca, 06 février 2024

Thème: [Économie](#)

« **Les raisonnements économiques sur l'immigration** sont généralement tout à fait superficiels. C'est un fait que dans les différents pays (riches), le capital national reproductible est de l'ordre de quatre fois le revenu national annuel. Il en résulte que lorsqu'un travailleur immigré supplémentaire arrive, il faudra finalement pour réaliser les infrastructures nécessaires (logements, hôpitaux, écoles, universités, infrastructures de toutes sortes, installations industrielles, etc.) une épargne supplémentaire égale à quatre fois le salaire annuel de ce travailleur. Si ce travailleur arrive avec une femme et trois enfants, l'épargne supplémentaire nécessaire représentera suivant les cas, dix à vingt fois le salaire annuel de ce travailleur, ce qui manifestement représente pour l'économie une charge très difficile à supporter. » **Maurice Allais** (1911-2010), économiste français et 1998 Prix Nobel de sciences économiques, 2002.

« **Quel est le rôle du gouvernement canadien [face à l'immigration] ?** S'il acceptait les recommandations des partisans de l'immigration, il adopterait des politiques qui maximisent le bien-être mondial et les niveaux d'immigration devraient être élevés, sinon illimités. Si ses politiques sont plutôt de maximiser le bien-être de la population canadienne, ses politiques d'immigration devraient viser à éliminer le fardeau fiscal découlant de l'immigration (entre \$20 et \$26 milliards annuellement) de sorte que seuls des avantages économiques positifs découlent de l'immigration » **Herbert Grubel** (1934-), professeur émérite d'économie, Université de Simon Fraser, Vancouver, C.-B., Canada, rapport de l'Institut Fraser, 2013.

« On ne peut pas simultanément avoir une immigration de masse et un État providence. » **Milton Friedman** (1912-2006), professeur émérite d'économie à l'Université de Chicago, 1999.

En économie, il n'y a pas de magie.

Pour consommer, il faut produire, et pour produire, il faut épargner (revenus moins dépenses de consommation) et investir dans des capitaux productifs, dans des infrastructures et dans des moyens de soutien à la production. Il faut un stock de capitaux productifs (entreprises, usines, machinerie, équipements, infrastructures), des innovations, du progrès technique, du savoir, de la gérance, des sources fiables d'énergie et surtout, des travailleurs qualifiés, capables de contribuer à des hausses de **productivité** afin d'augmenter la production annuelle de biens et de services par habitant.

C'est ainsi que les **niveaux de vie** et de bien-être s'élèvent, en moyenne, dans certaines économies et pourquoi les niveaux de vie stagnent ou s'accroissent lentement dans d'autres économies.

Cela s'explique dans certaines économies par le manque d'épargne et de capitaux productifs par rapport aux nombres et aux qualifications de travailleurs et par d'autres facteurs. En effet, d'autres indicateurs économiques visent à tenir compte du développement humain et de la **qualité de vie** (stabilité économique et politique, santé publique, éducation, sécurité individuelle, etc.) d'une population, au-delà de la seule moyenne de la production intérieure de biens et de services par habitant, cette dernière pouvant être répartie d'une manière très inégalitaire.

De nos jours, les économies occidentales, dites 'avancées', sont considérées relativement productives et sont parmi celles où leurs populations jouissent d'un niveau de vie relativement élevé, tel que mesuré par le **produit intérieur brut par habitant**. C'est essentiellement parce que leur stock de capitaux productifs est élevé et qu'elles bénéficient du progrès technique, de sources d'énergie bon marché et d'une force de travail qualifiée.

Cependant, une telle réussite n'est pas nécessairement permanente et inéluctable, si les conditions sous-jacentes à la croissance économique en viennent à s'atrophier ou sont remplacées par d'autres facteurs moins performants. Une baisse du niveau de vie n'est pas une certitude, mais peut devenir possible, voire prévisible, si les politiques publiques sont mal conçues.

En effet, depuis quelques décennies, on observe des changements structurels dans les caractéristiques des économies occidentales, essentiellement celles de l'Europe et de l'Amérique du nord. Ces changements touchent un ralentissement dans les nouveaux investissements productifs, l'expansion relative du secteur des services, l'afflux de travailleurs peu qualifiés découlant d'une immigration illégale, des politiques de transition énergétique vers des sources d'énergie plus coûteuses et moins fiables, et un cadre géopolitique chaotique de nature à susciter des **guerres hégémoniques**.

De telles transformations structurelles sont de nature à ralentir, non seulement la croissance économique des économies occidentales, à court et moyen terme, mais possiblement aussi leur prospérité future, en termes de niveaux de vie et de qualité de vie.

1- Un modèle simple pour comprendre les sources de la croissance économique réelle des pays à long terme

Commençons par un modèle simple de la croissance économique réelle des pays, lequel nous est fourni par le **modèle de Solow**.

Ce modèle stipule que la croissance économique de la production à long terme d'une économie dépend de son **stock de capitaux** productifs, résultat des épargnes, du progrès technologique et de la main-d'oeuvre disponible.

Plus le stock de capitaux dans une économie est élevé, plus la production intérieure annuelle de biens et de services sera abondante, pour un nombre de travailleurs ou pour une population donnée de consommateurs.

Si on considère que le niveau de vie d'une population dépend, en bout de ligne, du stock de capitaux accumulés, et que la croissance annuelle du produit intérieur brut réel (PIB) dépend en grande partie de ces capitaux, il en résulte que plus les travailleurs sont qualifiés et plus ils ont accès à des capitaux (entreprises, usines, machinerie, équipements, infrastructures), plus ils sont productifs, et plus le niveau de vie de l'ensemble de la

population sera élevé.

2- Une économie industrialisée repose sur plus de capitaux qu'une économie moins développée

Dans une économie industrialisée, il a été observé qu'il faut une valeur moyenne d'environ \$4 de capitaux pour générer une production intérieure annuelle de \$1, selon un ratio 4 : 1. Dans une économie de subsistance ou en stagnation, à l'inverse, c'est-à-dire là où le niveau de vie est bas ou stagnant, le ratio de capitaux/production annuel est peu élevé, pouvant ne pas dépasser le ratio d'environ 1 : 1.

C'est ce qui peut expliquer, en grande partie, la tendance à des migrations de population sur une grande échelle, venant des pays à bas niveaux de vie et à forte croissance démographique, vers des pays à hauts niveaux de vie et fortement capitalisés.

À court et à moyen terme, un tel phénomène migratoire n'est pas nécessairement à l'avantage des économies avancées, lesquelles peuvent voir leur taux de croissance économique décliner et le niveau de vie de leur population s'abaisser, si des investissements suffisamment élevés ne viennent pas s'ajouter au stock de capitaux existant.

3- Croissance économique et croissance démographique

Il faut bien comprendre que si la population s'accroît dans une économie industrialisée, soit naturellement ou par de forts flux migratoires, il est alors nécessaire que le stock de capitaux productifs et les infrastructures de cette économie s'accroissent aussi dans un rapport de 4 : 1, (en l'absence de progrès technologique), pour que le niveau de vie de l'ensemble de la population se maintienne.

En d'autres termes, si le niveau de capitalisation d'un pays à économie avancée ne s'accroît pas en proportion et en même temps qu'une forte expansion démographique, une baisse des revenus par habitant et un abaissement général du niveau de vie peut s'en suivre.¹

4- Désindustrialisation, délocalisations et le passage à une économie de services

Il est trivial de dire que les économies occidentales sont devenues des **sociétés de consommation**. Ce sont des économies dans lesquelles le pourcentage des biens et services produits et consommés occupent plus de soixante pour cent de la production.

Il s'agit d'une évolution complexe qui est reliée au phénomène de la **désindustrialisation**, cette dernière ayant été observée depuis un demi siècle dans la plupart des économies occidentales. Elle se mesure par le déclin de la part de la valeur ajoutée industrielle et des emplois industriels, dans le PIB et dans l'emploi total.²

Ce phénomène s'accompagne d'une délocalisation nationale de certaines industries à haute productivité vers des économies émergentes, sous le couvert de la mondialisation économique, et d'une expansion relative de la production intérieure et de la consommation de services privés (commerce, finance, transport, restauration, divertissement, etc.) et publics (enseignement, santé, administrations, etc.), un secteur généralement moins susceptible d'enregistrer de forts gains de productivité.

5- Désépargne structurelle des gouvernement par l'endettement

La désindustrialisation relative et le passage à une économie de services dans les économies occidentales ont obligé les gouvernements à accroître leurs déficits budgétaires, ce qui a poussé certains pays à avoir un niveau d'endettement public total qui dépasse présentement le niveau de leur produit intérieur brut annuel.

Les économies avancées avec les niveaux d'**endettement public** les plus élevés par rapport à leur produit intérieur brut annuel, en 2024, tels que mesurés par le pourcentage de la dette publique par rapport au PIB annuel, sont:

Japon =	255,24%
Grèce =	167,97
États-Unis =	123,28
France =	110,03
Portugal =	108,35
Espagne =	107,28
Canada =	106,38
Belgique =	105,98
Royaume Uni =	104,14

P.S. : Le Japon constitue un cas particulier en raison de son taux d'épargne des ménages élevé. L'épargne personnelle au Japon s'est élevée en moyenne à 13,09 % de 1963 à 2023, atteignant un sommet historique de 62,10 % en juin 2020. De plus, la dette publique du Japon est presque entièrement intérieure.

*

Pour une vision plus complète, il faut ajouter à la désépargne publique courante des gouvernements, le gaspillage croissant de ressources dans l'**industrie mondiale de l'armement** et dans des **guerres** récurrentes ruineuses et polluantes, certaines pouvant même conduire à une guerre nucléaire catastrophique.

6- Le réchauffement climatique et la crise énergétique

Il existe une grande complémentarité entre les capitaux productifs et l'énergie. En effet, quand les sources d'énergie étaient abondantes et pouvaient être considérées comme illimitées, celles-ci étaient vues comme une donnée. Comme la pollution qui accompagne la combustion d'énergies fossiles est une des sources du réchauffement climatique, cela ne peut plus être le cas dans l'avenir.

La **crise du réchauffement climatique** a persuadé plusieurs gouvernements de prendre des mesures drastiques pour réduire la combustion d'**énergies fossiles**, relativement

abondantes mais non renouvelables, faciles à exploiter et à grand rendement énergétique (charbon, pétrole, gaz naturel, etc.). (N.B. : Les énergies fossiles représentent présentement près de 80% de la production mondiale totale d'énergie.)

Le but étant de les remplacer graduellement, au cours des décennies à venir, voire des siècles à venir, par des sources d'**énergies renouvelables** (énergie solaire, éolienne, hydraulique, etc.) moins abondantes, certaines étant intermittentes et moins fiables, en plus d'être plus coûteuses.

La **filière nucléaire** se situe entre ces deux catégories de sources énergétiques. L'énergie nucléaire représente environ 10 % de la production mondiale d'électricité. C'est une source d'énergie qui a des avantages et des inconvénients, mais sa production est très coûteuse. Néanmoins, certains pays dépourvus de sources d'énergie alternatives, telle la France, n'auront pas d'autre choix que d'y recourir davantage dans l'avenir.

7- L'énergie a joué un grand rôle dans la hausse rapide des niveaux de vie

Depuis la première **Révolution industrielle**, de 1750 à 1900 en Europe, et son accélération au 20^e siècle, la disponibilité de sources abondantes et peu coûteuses d'énergies fossiles a été le facteur important qui a propulsé la civilisation industrielle et commerciale vers le haut. En effet, c'est ce qui a transformé des économies qui avaient été pendant des millénaires, agraires et artisanales, en des économies industrielles et commerciales urbanisées, comme celles que nous connaissons aujourd'hui.

Ainsi, l'avènement des machines dans l'industrie du textile, au début, ainsi que dans l'agriculture, suivi de l'électrification de même que la multiplication des moyens de transport, par après, ont fait en sorte de multiplier l'effort physique et manuelle des travailleurs et d'accroître la production et la distribution des produits sur une haute échelle. Il en est résulté des augmentations considérables dans la productivité du travail et dans la croissance réelle du PIB. Le PIB par habitant a suivi, propulsant vers le haut le niveau de vie et la richesse des nations, de même que la qualité de vie des populations.

À titre d'exemple, pendant les quarante années qui s'écoulèrent entre 1960 et l'an 2000, un période de forte croissance économique et de paix internationale, le chercheur français Simon Yaspo a estimé que le **PIB par habitant** en France, en Allemagne et aux É.-U. s'est accru de plus de 250 pour cent.

C'est du jamais vu dans l'histoire du monde. —Il est possible que l'humanité ne puisse jamais connaître à nouveau une telle période dorée (Golden age) aussi longue, avec une hausse aussi rapide des niveaux de vie.

8- Les politiques gouvernementales et la transition énergétique

Il existe présentement, dans certains cercles gouvernementaux, un grand optimisme concernant la possibilité de décarboniser des économies nationales, au cours du prochain quart de siècle, soit d'ici l'an 2050. Cela repose sur la confiance que l'on pourra, avec des politiques appropriées, remplacer assez rapidement les énergies polluantes par des sources d'énergies plus propres. L'objectif est de limiter la hausse dans le réchauffement climatique global à 1,5°C d'ici l'an 2050 et de le garder en deçà de 2,0°C d'ici l'an 2100.

Cependant, de nombreux obstacles économiques et politiques peuvent se dresser devant la réalisation d'un tel scénario, au demeurant fort louable.

En effet, le rapport 2023 de l'[Agence Internationale de l'Énergie](#) (AIE) est venu jeter un pavé dans la mare. Ainsi, selon les prévisions énergétiques les plus récentes de l'organisme, la consommation mondiale de pétrole et de gaz naturel, laquelle atteindra un sommet au cours de la présente décennie, devrait se maintenir aux environs de ce sommet, jusqu'en l'an 2050. Cela est dû à l'inertie et à la synergie qui existent dans les systèmes énergétiques. Autrement dit, le fait de développer de nouvelles sources d'énergie nécessite le recours aux énergies fossiles.

Toutefois, l'AIE est optimiste eu égard à une réduction rapide de la consommation mondiale de charbon, la source d'énergie la plus disponible et la moins chère. Elle prévoit que cette consommation, après un sommet atteint aussi au cours de la présente décennie, chutera rapidement de 40 % d'ici l'an 2050, ce qui la ramènerait à un niveau atteint en l'an 2000.

Cependant, le charbon et le bois de charbon (charcoal) jouent un grand rôle dans le chauffage, la cuisson et la production d'électricité de plusieurs pays émergents et de pays en voie de développement. L'économie chinoise à elle seule, par exemple, est responsable de 50 % de la consommation mondiale de charbon. En Afrique, le charbon représente 70 % de toute la consommation énergétique de ce continent. C'est donc en provenance de ces régions qu'une résistance à l'abandon du charbon, comme principale source énergétique, pourrait se manifester.

Une résistance politique pourrait aussi se manifester, même dans les pays occidentaux, face aux effets économiques négatifs de la transition énergétique sur les niveaux de vie et sur la qualité de vie des populations. Des gouvernements considérés trop pressés sur la question de la transition énergétique ou mal préparés à faire face à ses effets, pourraient être remplacés par des dirigeants plus enclins à recourir à des mesures d'adaptation plutôt qu'à de la simple suppression, eu égard à la production et à la consommation des différentes catégories d'énergies.

Conclusions

La [Grande Récession de 2007-2008](#) a peut-être servi de signe prémonitoire, à savoir que les facteurs de croissance dans les économies occidentales commençaient à s'étioler. Dans la foulée de cette importante récession, les principales banques centrales furent contraintes de pousser les taux d'intérêt vers zéro, afin de stimuler la croissance économique.

Or, les économies occidentales vont devoir faire face à des changements structurels encore plus risqués dans un avenir rapproché.

En effet, les économies occidentales risquent de souffrir, à la fois, 1- d'un ralentissement dans les investissements productifs et dans les gains de productivité, résultats d'une désindustrialisation et du passage à une économie de services ; 2- de la pression provenant d'une immigration illégale en grande partie sous qualifiée, laquelle abaisse le ratio des capitaux productifs par tête et accentue la poussée vers la consommation de services publics et privés 3- d'une désépargne publique, résultat de déficits budgétaires publics élevés et du surendettement public qui en découle ; 4- d'un certain gaspillage de ressources due à l'expansion du secteur improductif de l'armement, dans le contexte mondial d'une instabilité géopolitique et de guerres ; 5- d'une transition énergétique difficile à accomplir,

en voulant remplacer les énergies fossiles peu coûteuses par des énergies alternatives plus coûteuses et moins fiables.

Tous ces facteurs contraignants se conjuguant, les économies occidentales pourraient voir leur taux de croissance économique décliner. Il pourrait en aller de même de leurs niveaux de vie et, possiblement aussi, d'une tendance vers le bas de l'indice de la qualité de vie, au cours des prochaines années, voire au cours des décennies à venir.

Dans cet avenir qui s'annonce, en effet, le principal facteur limitatif de la croissance économique en Occident viendra vraisemblablement d'une énergie plus coûteuse et plus aléatoire que celle du passé. De même, des taux d'accroissement démographique trop rapides, eu égard au stock de capitaux productifs disponibles, résultat d'une immigration incontrôlée, pourraient aussi devenir une cause d'appauvrissement.

Prof. Rodrigue Tremblay

Notes :


1 Le déclin et la chute de l'Empire romain d'Occident, au 5e siècle de notre ère, est probablement le phénomène historique le plus complexe et le plus important d'un système économique, politique et militaire qui s'est effondré sous l'effet de plusieurs causes, mais notamment suite à une chute des revenus.

2 À titre d'exemple, la part des emplois industriels dans l'emploi total a chuté de plus de la moitié dans les économies avancées, de 1970 à 2016.

La part des emplois industriels dans l'emploi total est passée de 46% à 17% au Royaume Uni, de 31% à 17% aux É.-U., de 39% à 18% en France, et de 45% à 19% en Belgique. Au Canada, la part des emplois manufacturiers dans l'emploi total est passée de 19,1% à 9,1%, de 1976 à 2019.

(Pour le Québec et l'Ontario, durant la même période, la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi provincial total a chuté de 23,2% à 11,5%, dans le premier cas, et de 23,2% à 10,2%, dans le deuxième cas.)

*

 **Le Prof. Rodrigue Tremblay** est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal et lauréat du Prix Richard-Arès pour le meilleur essai en 2018, *La régression tranquille du Québec, 1980-2018, (Fides)*. Il est titulaire d'un doctorat en finance internationale de l'Université Stanford.

On peut le contacter à l'adresse suivante : rodrigue.tremblay1@gmail.com

Il est l'auteur du livre de géopolitique [Le nouvel empire américain](#) et du livre de moralité [Le Code pour une éthique globale](#), de même que de son dernier livre publié par les Éditions Fides et intitulé [La régression tranquille du Québec, 1980-2018](#).

Site internet de l'auteur : <http://rodriguetremlay.blogspot.com>

Articles Par : **[Prof Rodrigue Tremblay](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca